

Conseil Municipal
26 janvier 2026

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026

INTRODUCTION

LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE

LES MESURES DE LA LOI DE FINANCES INITIALE 2025 RELATIVES AUX COLLECTIVITES

LES RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

LES DEPENSES REELES DE FONCTIONNEMENT

L'EPARGNE

LES INVESTISSEMENTS

LA DETTE

RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

RATIOS

CONCLUSION

INTRODUCTION



La loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants.

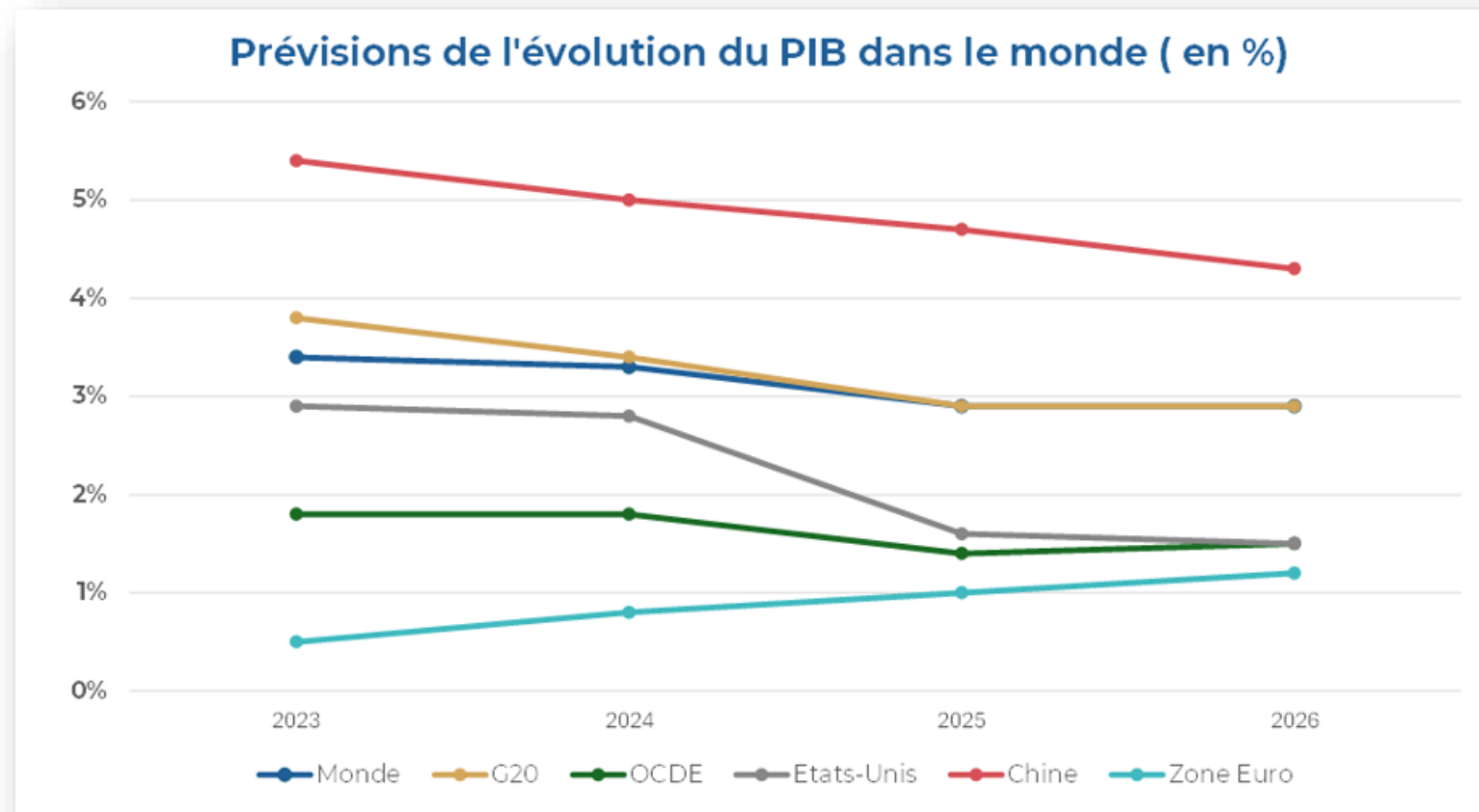
Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier, mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.

UN CONTEXTE ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET POLITIQUE INCERTAIN

Une croissance mondiale atone et une économie française en demi-teinte

➔ Une croissance mondiale ralentie

➔ Une progression limitée et une fragilité structurelle de l'économie française



Une inflation sous contrôle mais aux effets persistants

- ➔ Une poussée inflationniste estompée.
- ➔ Une inflation revenue sous le seuil de 2 % à l'été 2025.
- ➔ Un signal positif pour l'économie.

POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE EN MOYENNE ANNUELLE

	2023	2024	2025	2026	2027
PIB réel	1,6	1,1	0,6	1,0	1,2
	0,5	0,0	- 0,1	- 0,2	- 0,1
IPCH	5,7	2,3	1,0	1,4	1,8
	0,0	0,0	- 0,3	- 0,2	- 0,1
IPCH hors énergie et alimentation	4,0	2,3	1,9	1,7	1,6
	0,0	0,0	0,1	- 0,1	- 0,2
Taux de chômage (BIT, France entière, % de la population active)	7,3	7,4	7,6	7,7	7,4
	0,0	0,0	- 0,2	- 0,1	0,0

Données corrigées des jours ouvrables. Taux de croissance annuel sauf indication contraire. Les révisions par rapport à la prévision de mars 2025, fondée sur les comptes trimestriels du 28 février 2025, sont indiquées en italique, calculées en points de pourcentage et sur des chiffres arrondis.

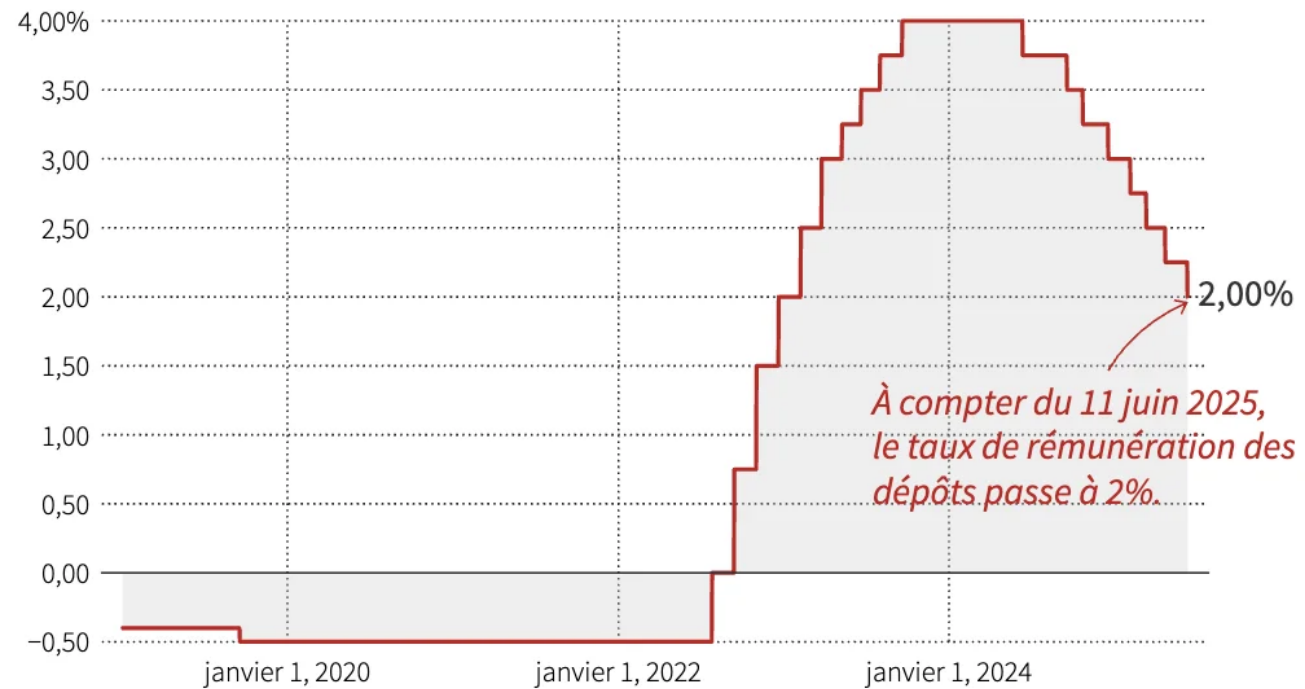
Sources : Insee pour 2023 et 2024 (comptes nationaux trimestriels du 28 mai 2025, non publiés lors de la finalisation de l'exercice de prévision Eurosysteme), projections Banque de France sur fond bleuté (réalisées à partir des comptes nationaux trimestriels du 30 avril 2025).

Des taux d'intérêt durablement élevés, un coût accru pour la dette publique et locale

➔ Des taux directeurs à un niveau inédit depuis la création de l'euro.

La BCE poursuit les baisses de taux

Taux de dépôt de la BCE



Source: BCE



LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR L'ANNEE 2026

- ➔ **14 octobre 2025:** dépôt du projet de loi de finances à l'Assemblée nationale.
- ➔ Les Collectivités locales et la maîtrise du déficit public.
- ➔ Renoncement à l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.



LES DIFFERENTES MESURES DU PLF QUI IMPACTERAIENT NOTRE COLLECTIVITE



1° Gel de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) et renforcement de la péréquation.

2° Minoration des variables d'ajustement (DCRTP)

3° Réforme du FCTVA

4° Poursuite de l'augmentation du taux de cotisation de la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales (CNRACL)

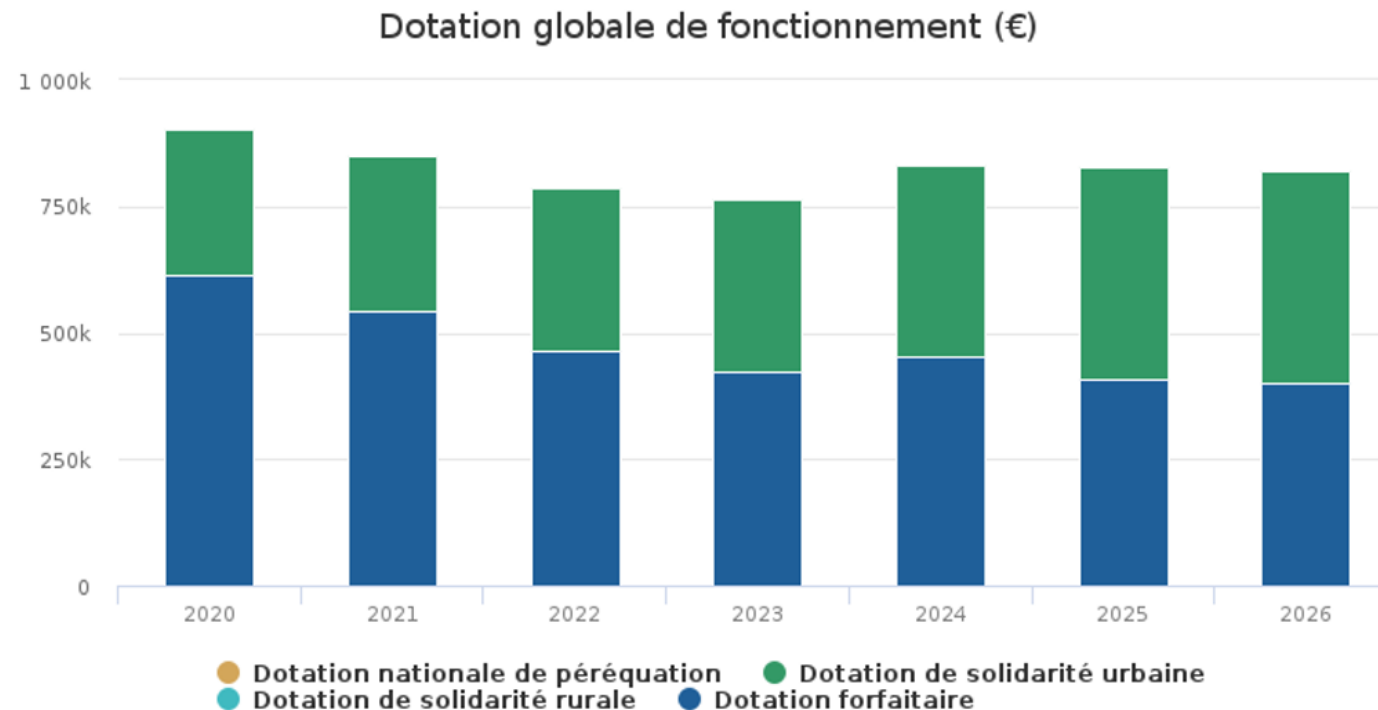
5° Revalorisation forfaitaire des valeurs locatives cadastrales



**LES RECETTES REELLES DE
FONCTIONNEMENT:
RETROSPECTIVE 2020 – 2025
ET PROJECTION 2026**

La dotation globale de fonctionnement

- ➔ Une chute quasi constante de la DGF au cours du mandat
- ➔ La dotation de solidarité urbaine (DSU) plus dynamique que la dotation de fonctionnement (DF)
- ➔ Incertitude politique pour la DGF des collectivités pour l'année 2026



La fiscalité directe

- ➔ **Suppression progressive de la taxe d'habitation (TH).**
- ➔ **2023, revalorisation du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) par le Conseil municipal.**
- ➔ **Des ressources fiscales qui tendent à plafonner.**

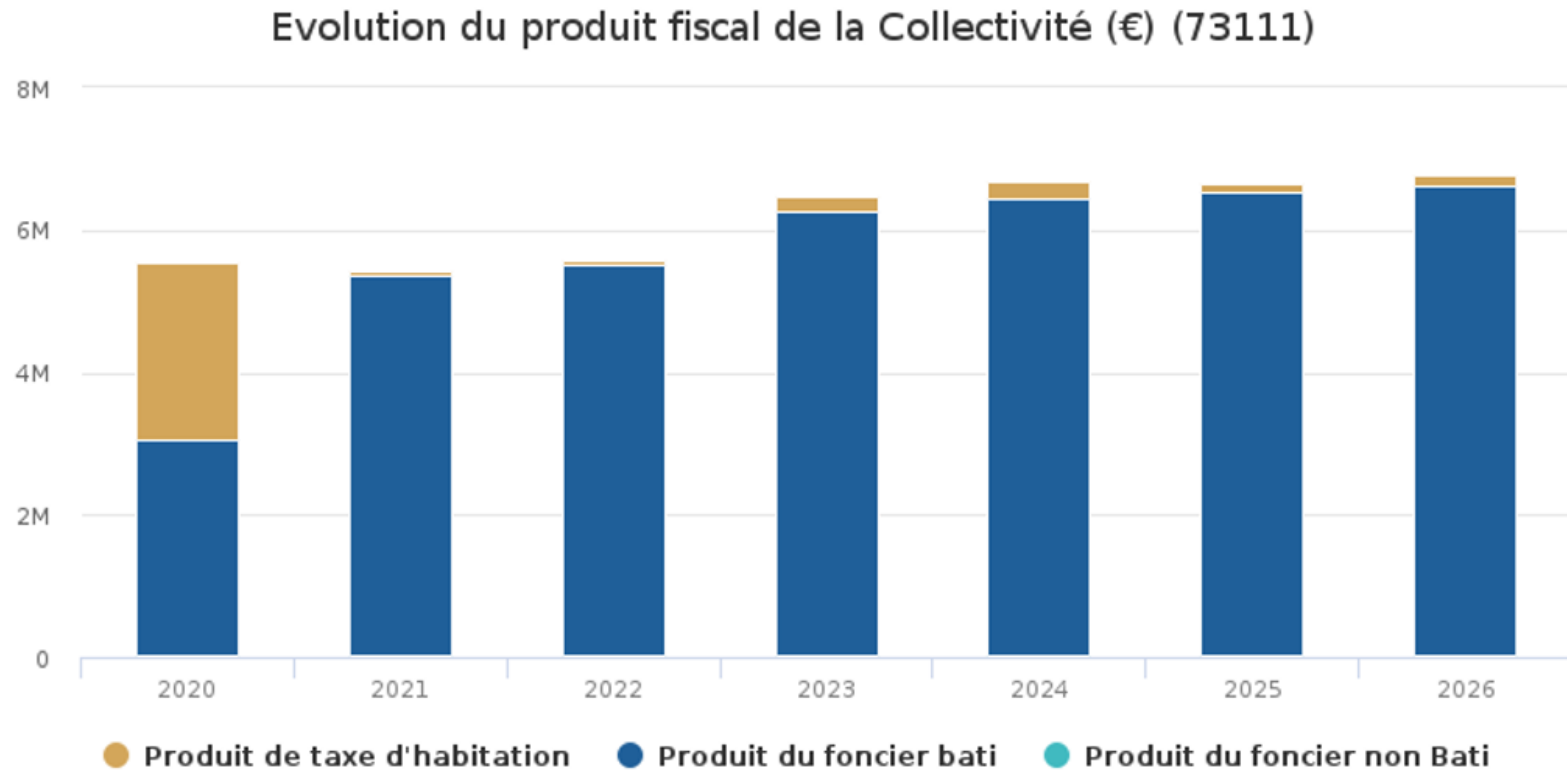
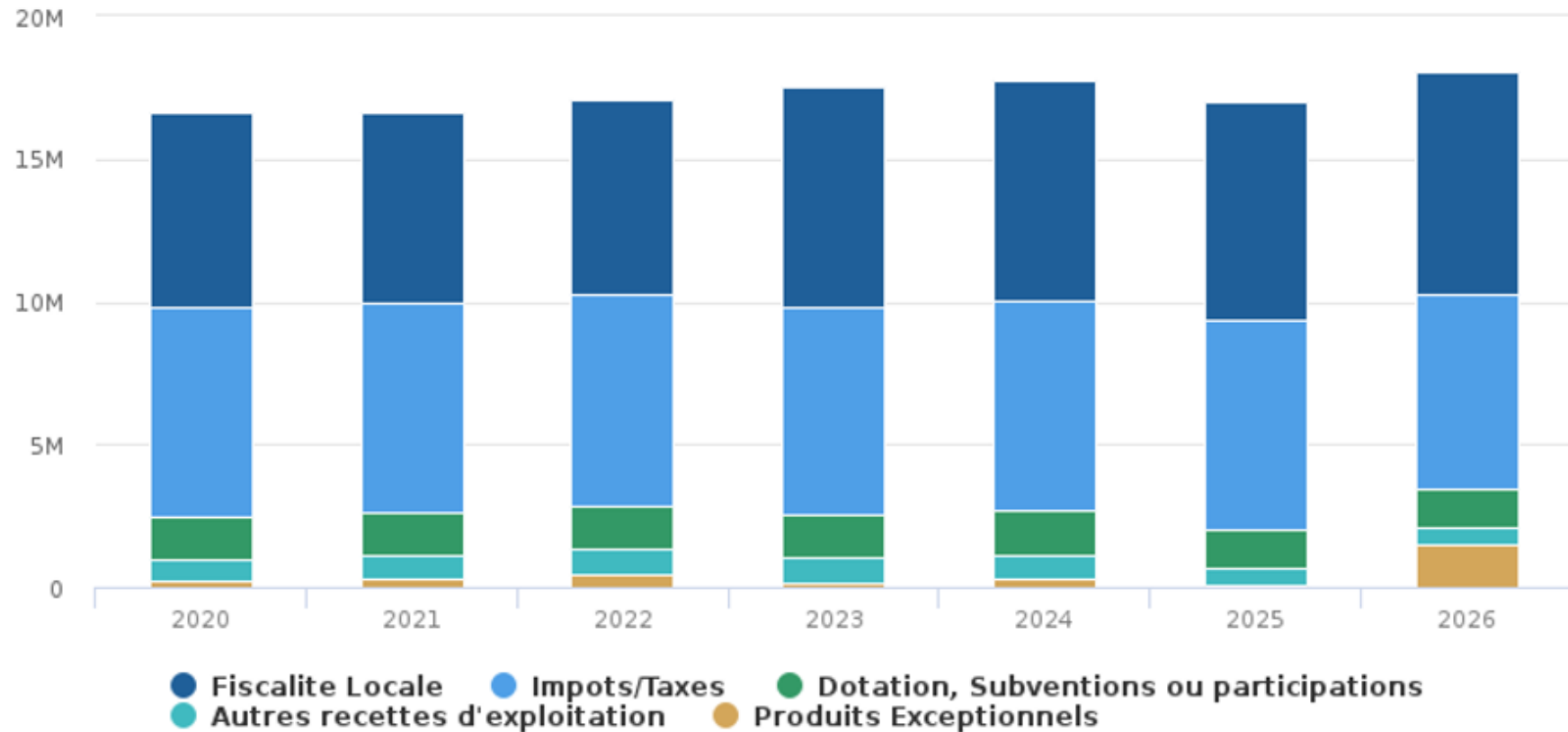


TABLEAU DE LA REPARTITION DES PRODUITS PAR TAXE COMMUNALE

Année	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2020- >2026 %
Produit TH	2 479 621 €	45 778 €	54 448 €	228 567 €	240 925 €	133 666 €	135 938 €	-94,52 %
Produit TFB	3 037 466 €	5 356 854 €	5 509 554 €	6 230 293 €	6 426 674 €	6 501 811 €	6 612 342 €	117,69 %
Produit TFNB	17 118 €	18 875 €	18 522 €	19 920 €	19 981 €	20 342 €	20 687 €	20,85 %
Autres	53 103 €	86 313 €	80 607 €	68 649 €	58 679 €	-33 334 €	2 767 €	-94,79 %
TOTAL PRODUIT FISCALITE €	5 587 308 €	5 507 820 €	5 663 131 €	6 547 429 €	6 746 259 €	6 622 485 €	6 771 734 €	21,2 %
Évolution en %		-1,42 %	2,82 %	15,62 %	3,04 %	-1,83 %	2,25 %	

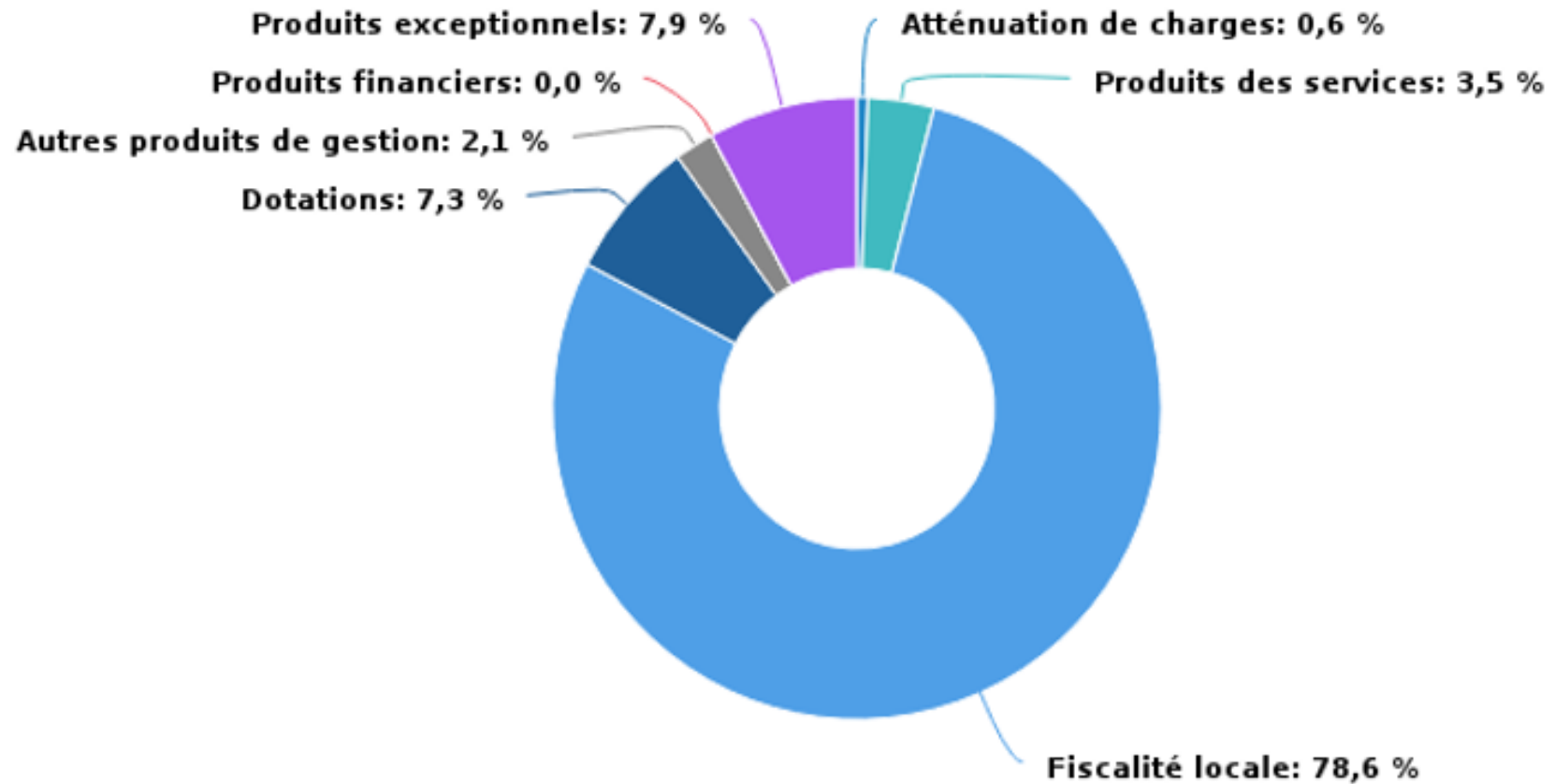
Synthèse des recettes réelles de fonctionnement et projection 2026

- ➔ Des recettes qui plafonnent.
- ➔ Une fiscalité qui représente 83% des recettes communales.
- ➔ Un dynamisme reposant sur des cessions de biens.



Structure des Recettes Réelles de Fonctionnement

➔ 2026 : **18 636 575 €** de recettes réelles de fonctionnement (RRF) soit **1 208 € / hab**



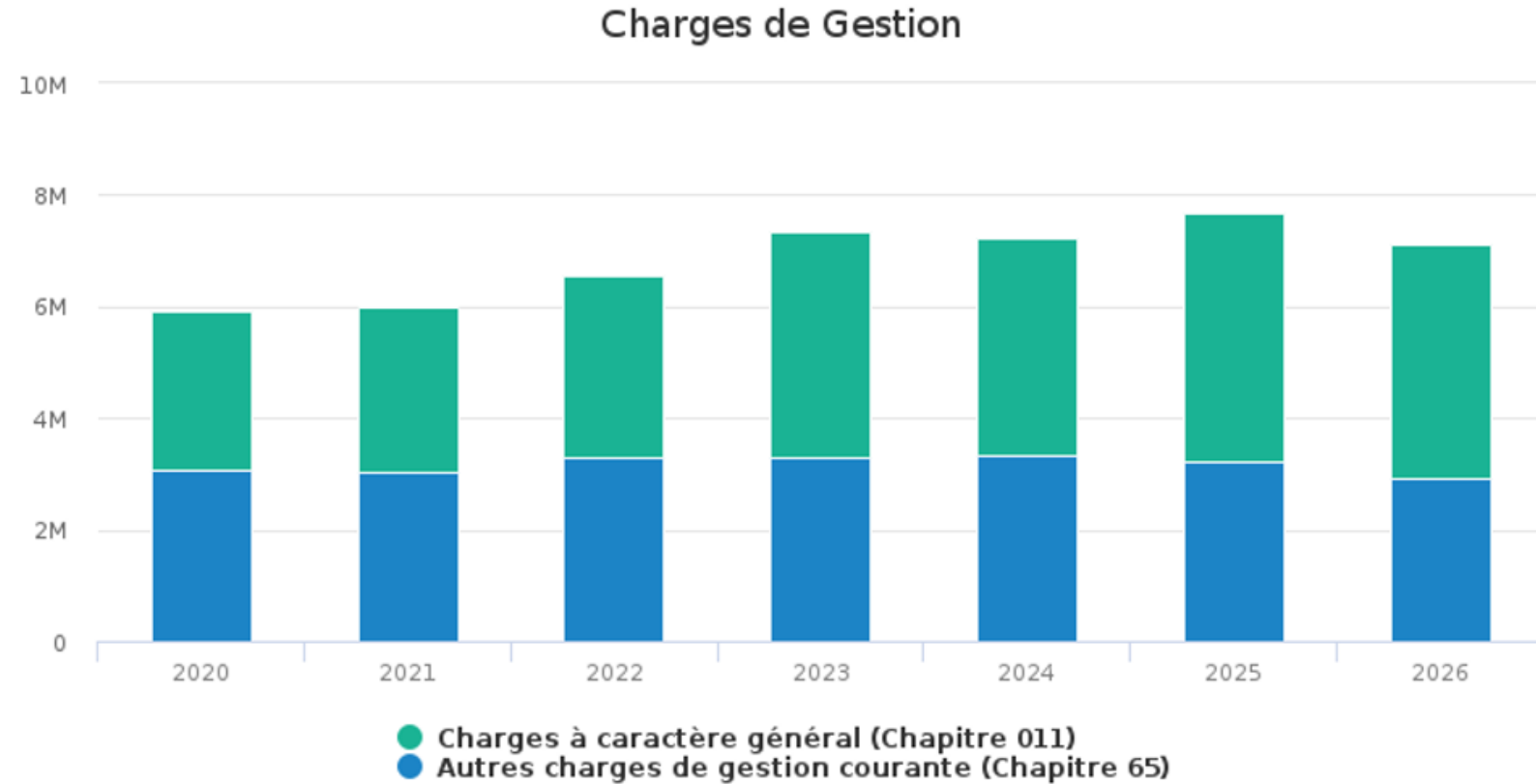
Fiscalité locale: 78,6 %

**LES DEPENSES REELLES DE
FONCTIONNEMENT
RETROSPECTIVE 2020 – 2025
ET PROJECTION 2026**

Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante

➔ Forte évolution des charges à caractère général.

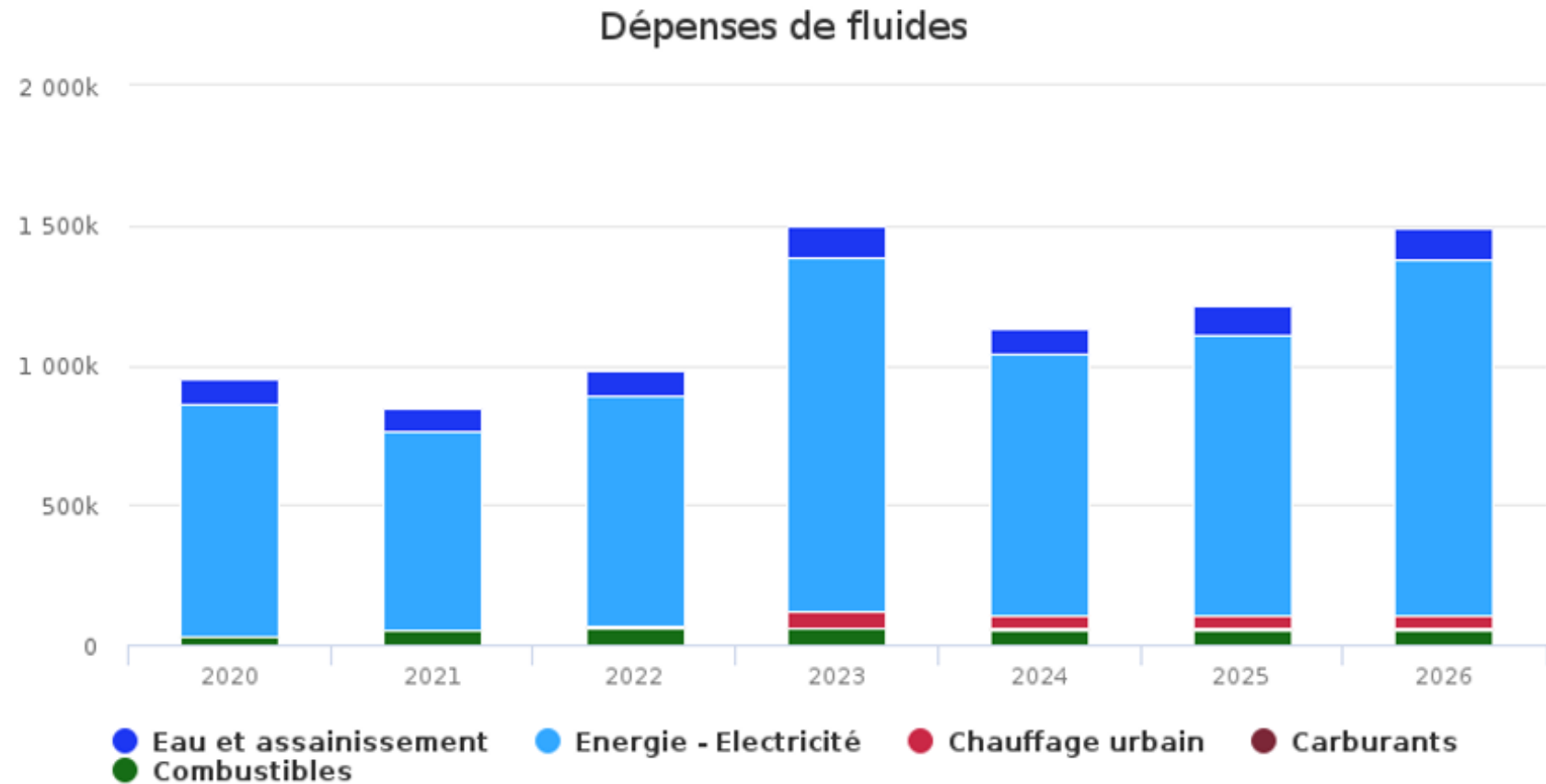
➔ Une volonté affichée de maîtriser ces dépenses.



Zoom sur les dépenses de fluides

➔ Un mandat marqué par la traversée de la crise énergétique.

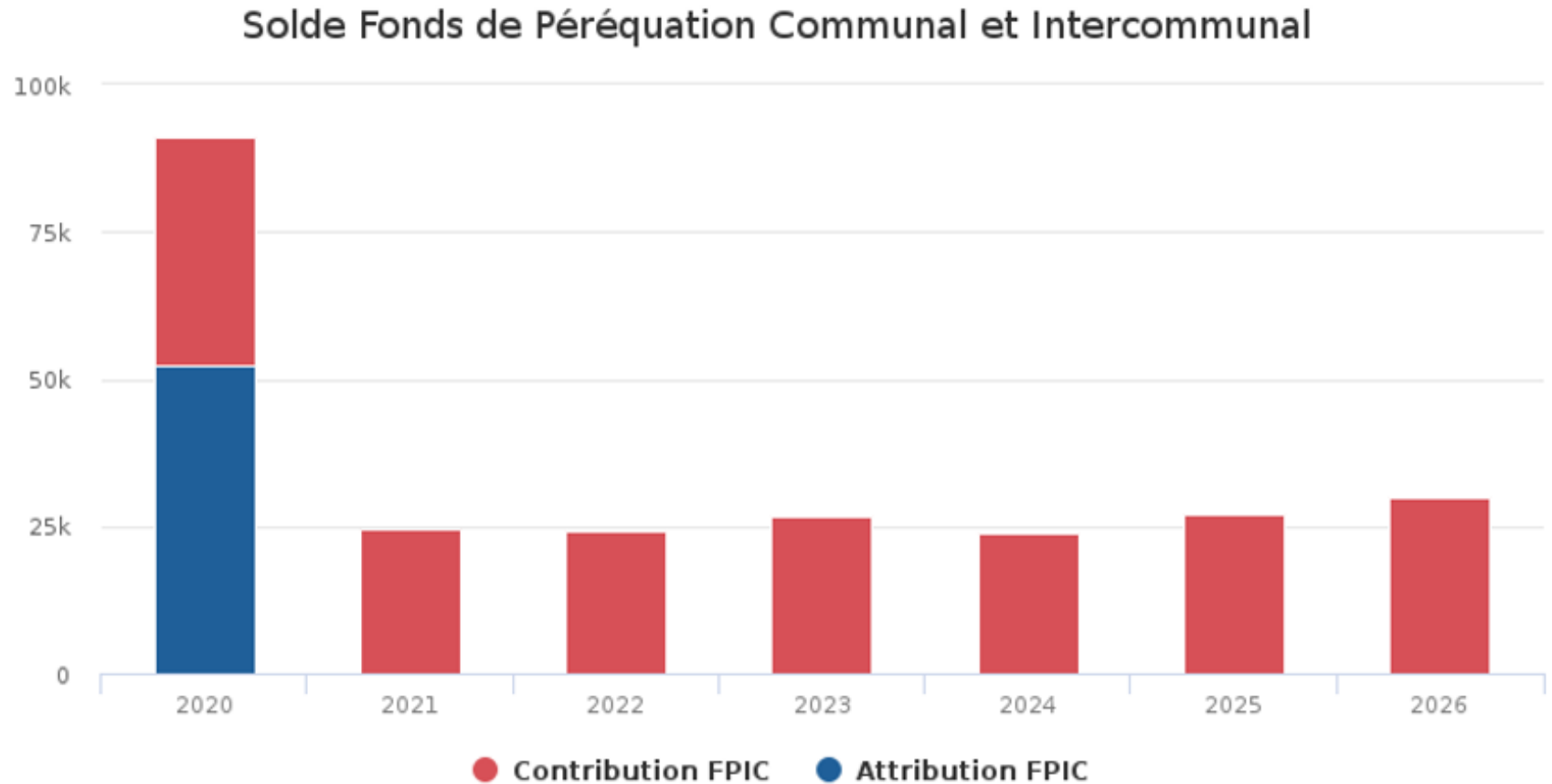
➔ Un niveau de consommation maîtrisé.



Le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC)

➔ Le FPIC et les conséquences de la modification de la carte intercommunale.

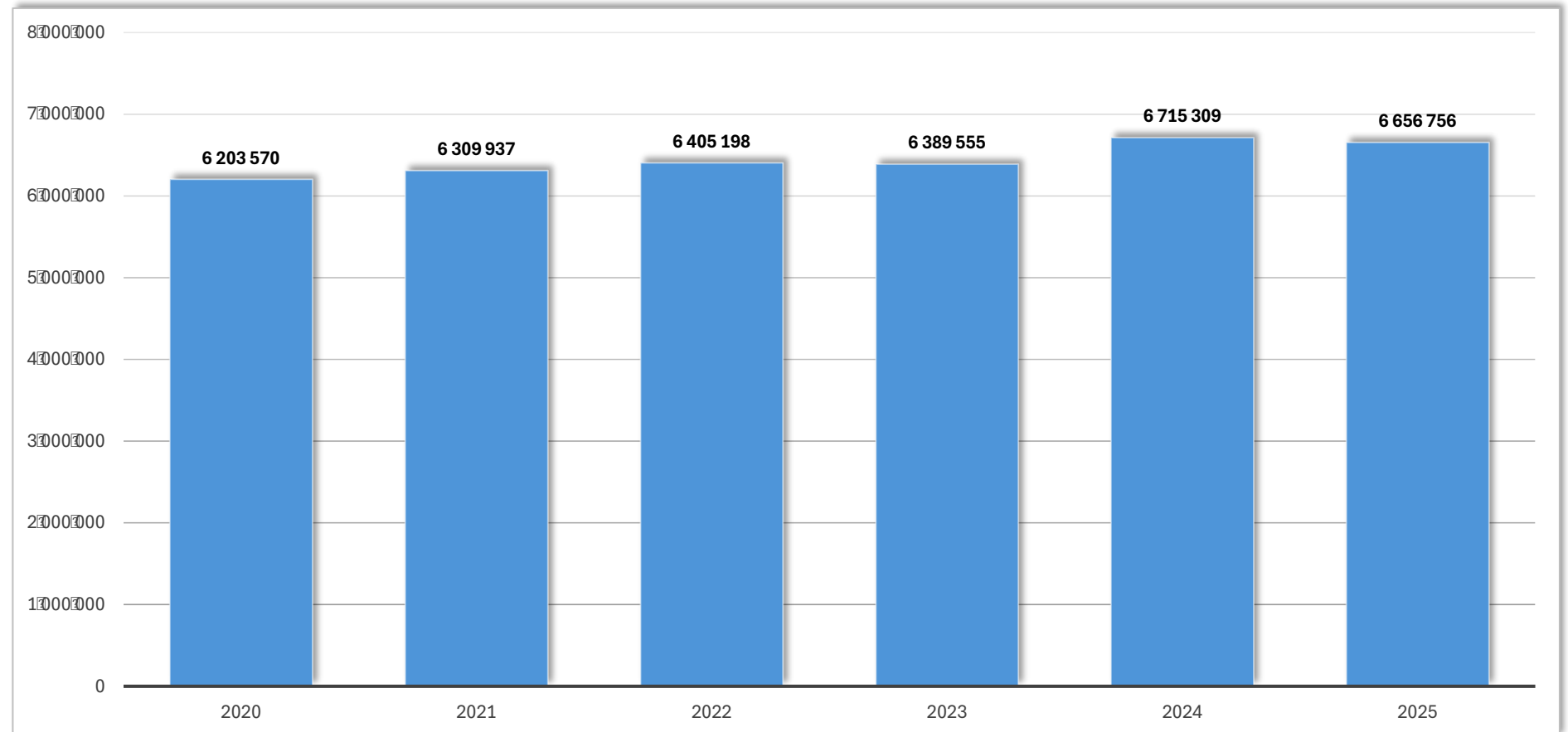
➔ Une contribution stable depuis 2021.



Evolution des charges de personnel

➔ 1^{ère} dépense de la collectivité (45 % des DRF).

➔ Sur le mandat, des charges de personnel en progression mais qui restent maîtrisées eu égard au contexte.



Structure des charges de personnel

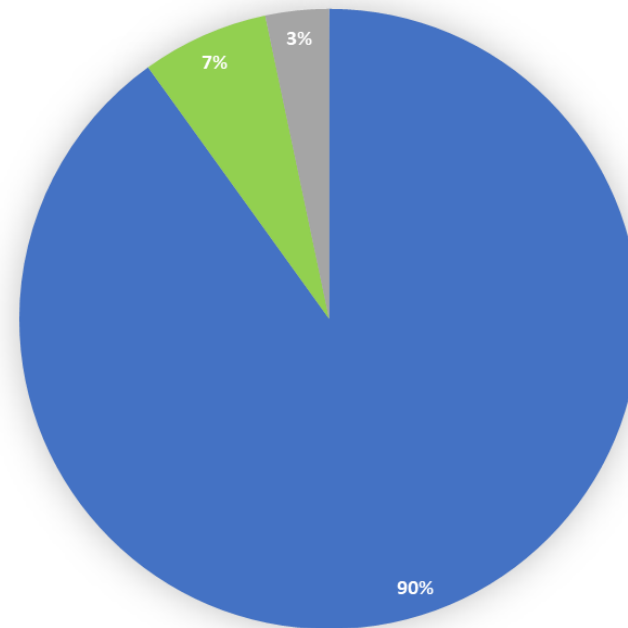
La structure de la masse salariale se présente de la manière suivante:

	Dépenses 2020	Dépenses 2021	Dépenses 2022	Dépenses 2023	Dépenses 2024	Dépenses 2025	Evolution 2024/2025
Traitements indiciaires	3 709 983 €	3 579 443 €	3 660 298 €	3 248 127 €	3 379 576 €	3 290 067 €	- 2,65 %
Divers (versement transport, emplois d'avenir, apprentis ...)	130 891 €	131 718 €	135 833 €	132 100 €	129 449 €	142 764 €	+ 10,29 %
NBI* + SFT* + IR*	67 962 €	65 558 €	68 623 €	113 457 €	113 686 €	113 488 €	- 0,17 %
Régimes indemnitaires	475 218 €	680 213 €	656 422 €	950 295 €	1 083 684 €	977 408 €	- 9,81 %
Cotisations sociales (URSSAF, ASSEDIC etc)	1 513 853 €	1 551 939 €	1 575 459 €	1 552 679 €	1 596 146 €	1 819 887 €	+ 14,02 %
Autres cotisations (CNFPT, CDGFPT etc)	68 956 €	76 978 €	95 398 €	96 164 €	99 787 €	98 023 €	- 1,77 %
Autres charges sociales diverses (mutuelle, prévoyance, titres restaurants etc) ¹	189 417 €	190 575 €	192 881 €	274 024 €	292 427 €	189 070 €	- 35,34 %
Autres charges diverses (médecine du travail etc)	47 291 €	33 512 €	20 284 €	22 709 €	20 554 €	26 049 €	+ 26,73 %
CA exercices clos	6 203 570 €	6 309 937 €	6 405 198 €	6 389 555 €	6 715 309 €	6 656 756 €	- 0,87 %

Répartition des agents de la Ville d'Illzach en 2025

Catégories	Fonctionnaires	Contractuels	Total	%
A	9	1	10	7
B	25	7	32	22
C	102	2	104	71
Total	136	10	146	

➡ A cet effectif s'ajoutent 5 apprentis, soit un total de 151 agents



■ Stagiaires + Fonctionnaires ■ Contractuels droit public ■ Contractuels droit privé

Avantages en nature et durée effective de travail de l'année 2025



Avantages en nature octroyés par la collectivité:

4 LOGEMENTS DE FONCTION	22 625 €
-------------------------	----------



76 agents ont bénéficié d'une promotion:

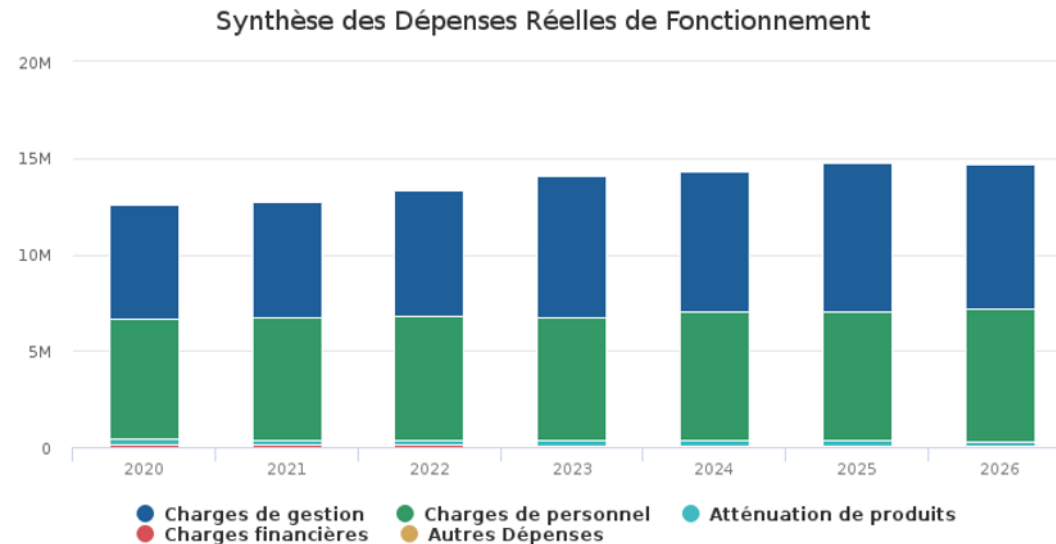
Avancements de grade	Avancements d'échelon	Promotion interne	Concours
11	52	11	2



La durée effective de travail est de 1607 heures

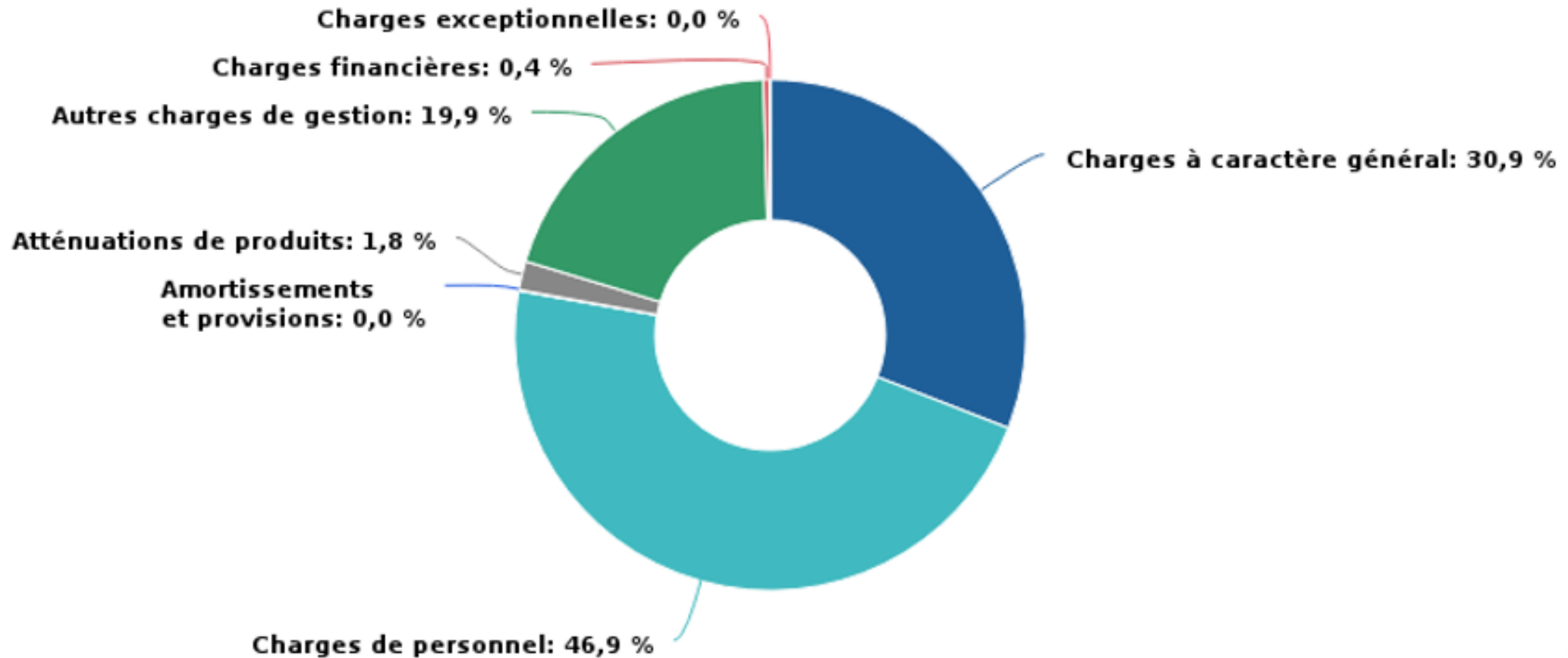
Synthèse des dépenses réelles de fonctionnement

- ➔ Des charges de gestion en forte progression **(+30%)** entre 2020 et 2025
- ➔ Des charges de personnel maîtrisées **(+7,3%)** entre 2020 et 2025.
- ➔ Une dette quasi inexistante.
- ➔ Une augmentation moyenne de **3,4 %** des dépenses de fonctionnement entre 2020 et 2025.
- ➔ L'objectif fixé aux différents pôles pour 2026 est de maintenir ce niveau d'effort.



Structure des Dépenses Réelles de Fonctionnement pour 2026

➔ 2026 : **14 709 913 €** de dépenses réelles de fonctionnement (DRF) soit **953 € / hab**

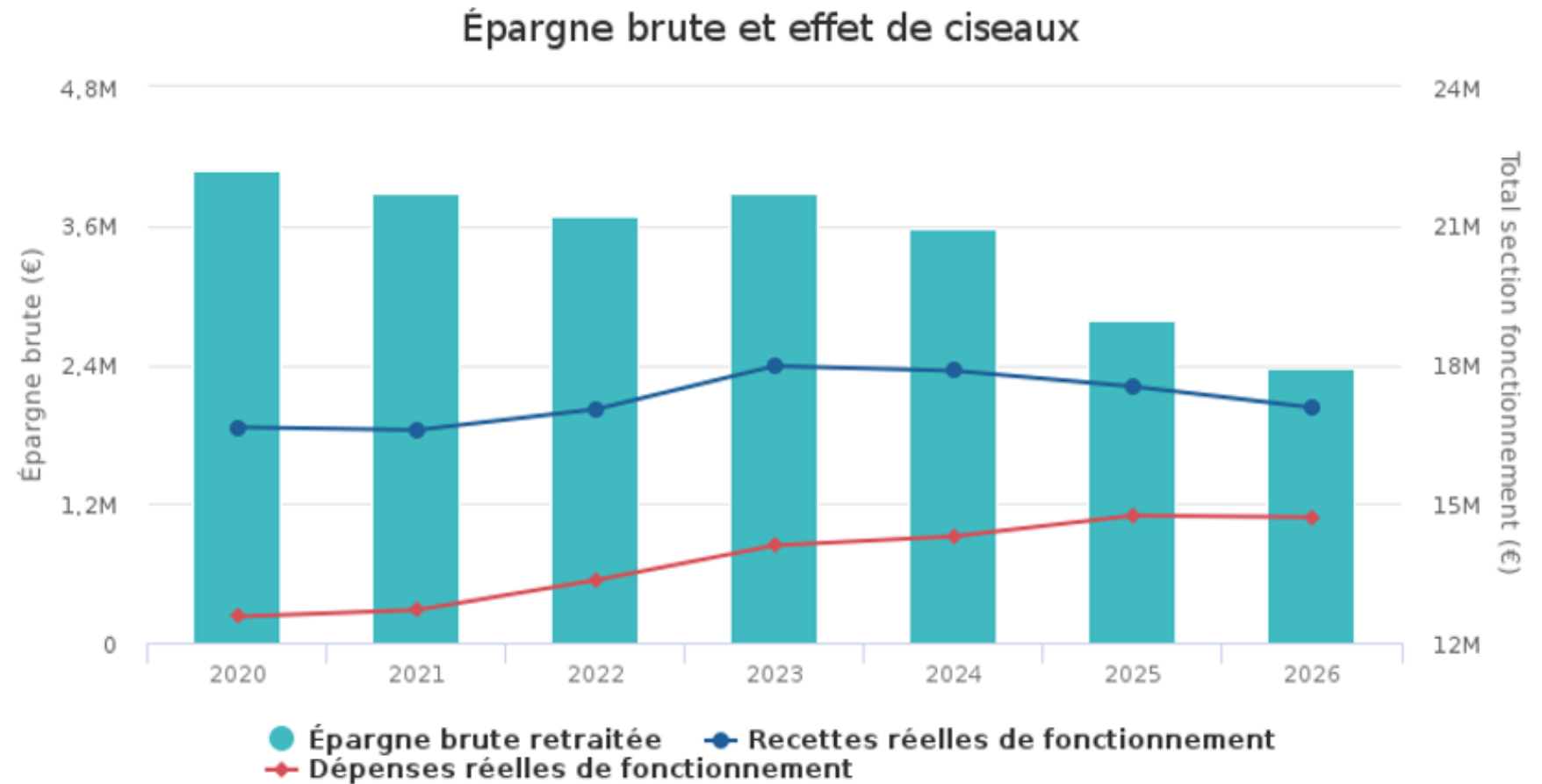


Charges de personnel: 46,9 %

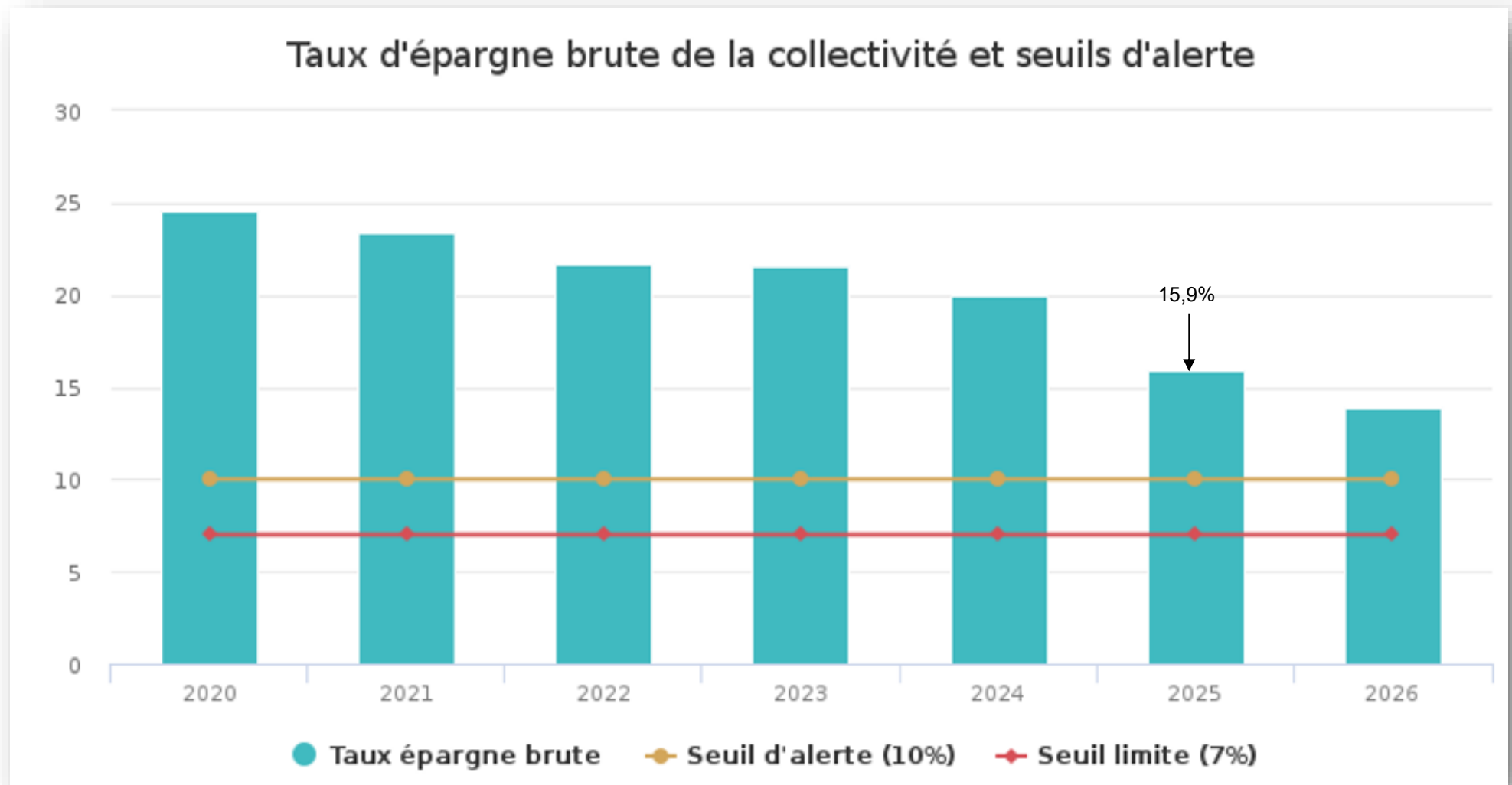
L'EPARGNE

L'épargne brute

➔ Un niveau d'épargne brute dynamique jusqu'en 2023 et qui tend à diminuer en raison des différentes crises traversées et des mesures étatiques.



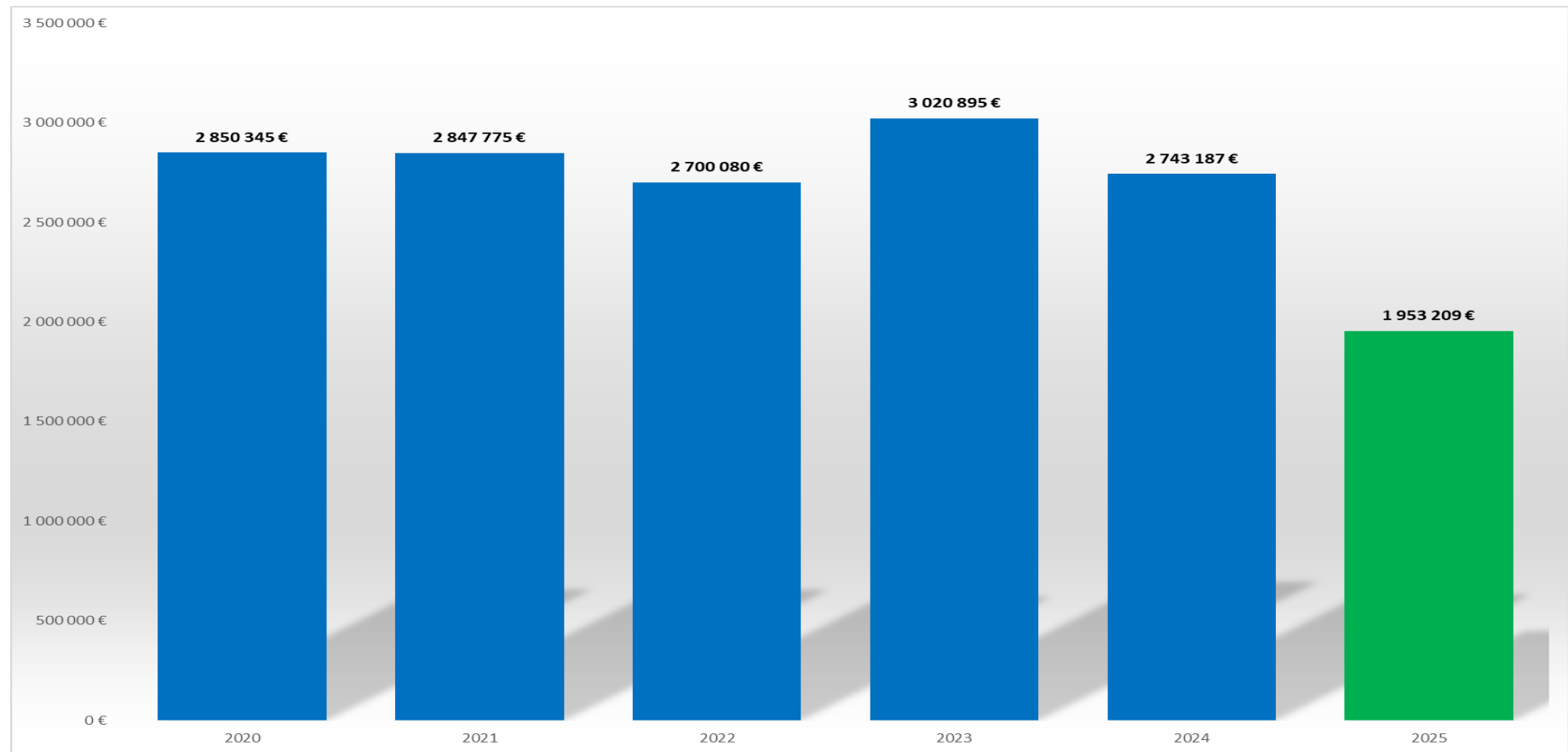
Taux d'épargne brute



Pour information, le taux moyen d'épargne brute des communes française se situe aux alentours de 15,6 % en 2024. (DGCL – Données DGFIIP).

Evolution de notre épargne nette (autofinancement)

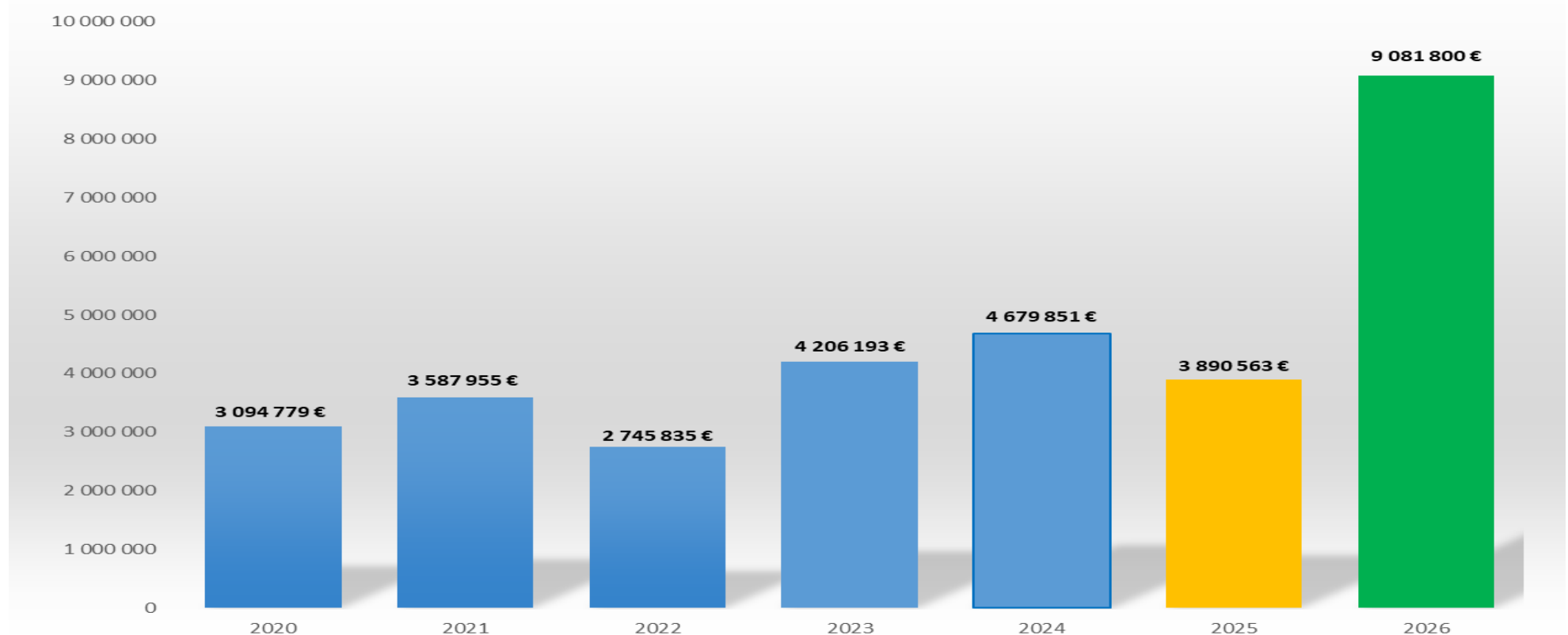
➔ Malgré un léger recul en 2025, sur la durée du mandat, une épargne nette stable (entre 2,7 et 3 M€).



LES INVESTISSEMENTS

Evolution de nos dépenses d'investissement

- ➔ Un niveau d'investissements régulier au cours du mandat et qui monte en puissance à compter de 2026.
- ➔ Un montant global prévisionnel des dépenses d'équipements qui s'élève à **9,08 M€** pour 2026.

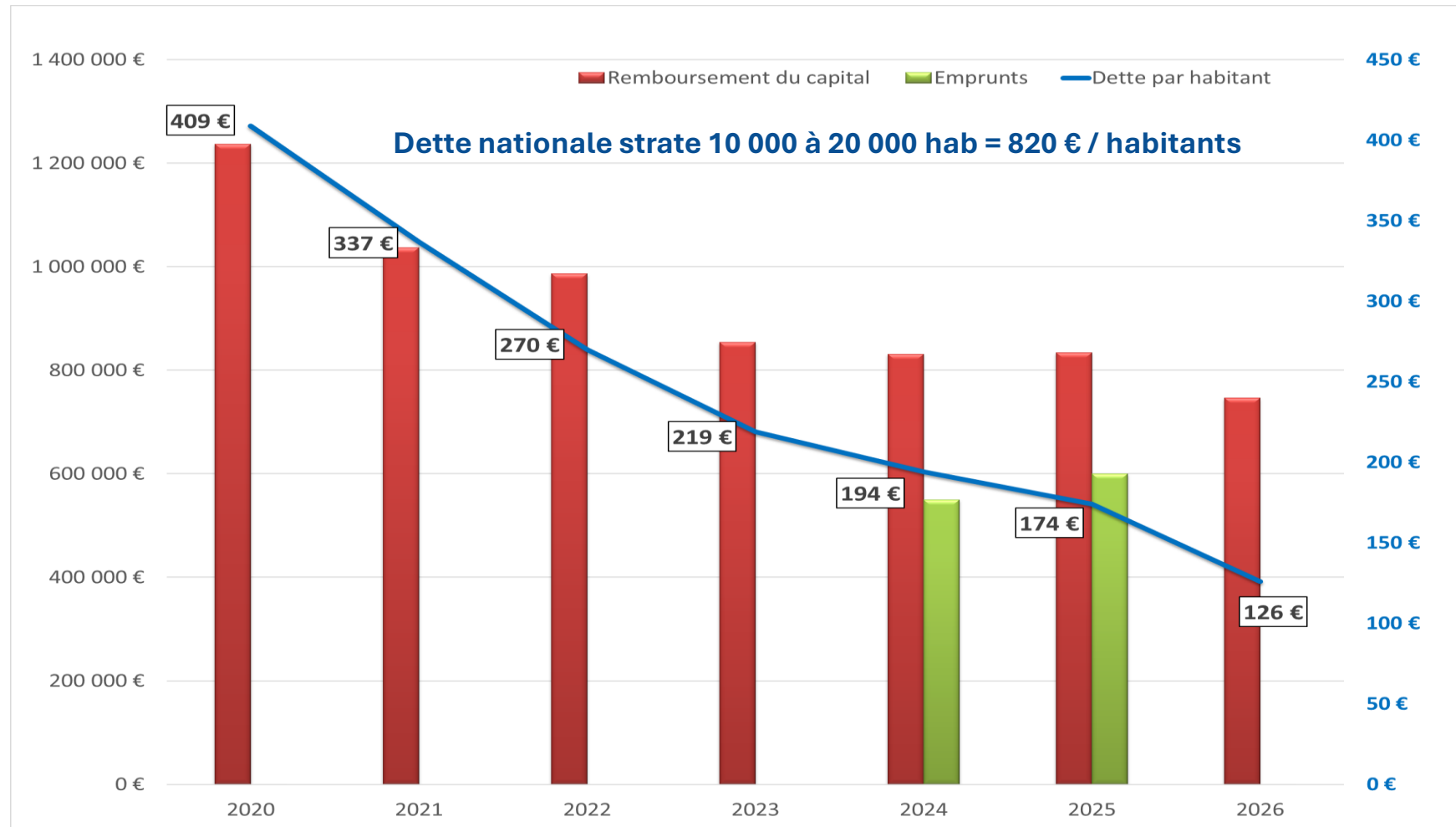


LA DETTE

La situation de notre endettement

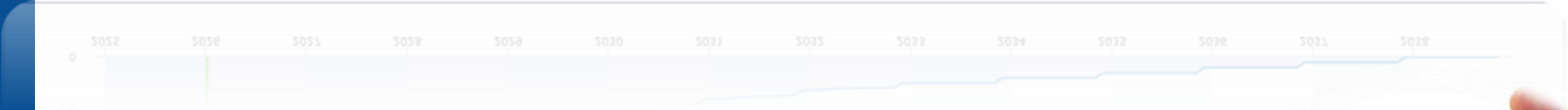
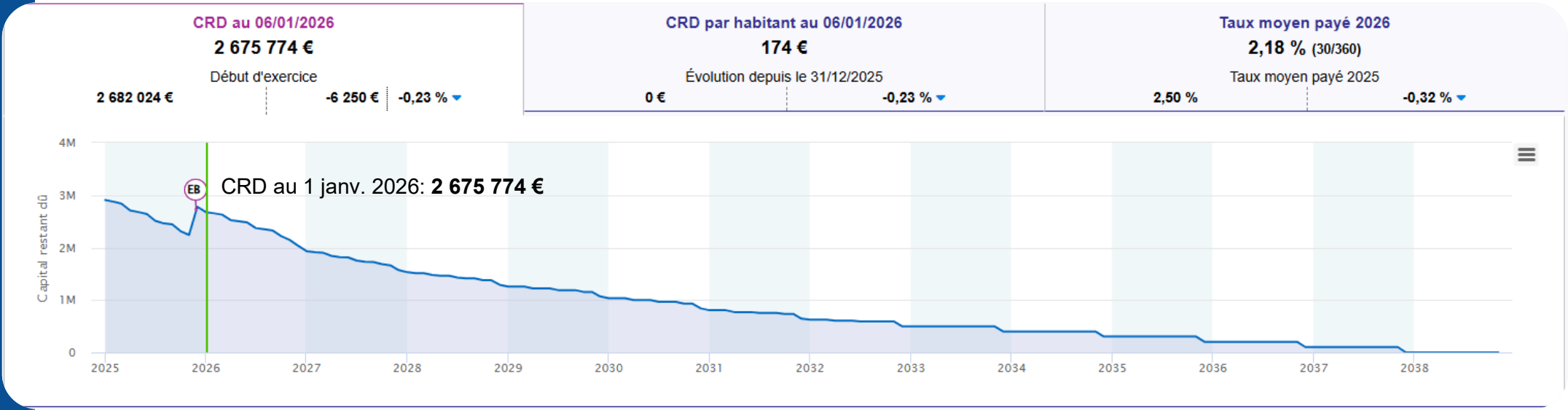
➔ Une dette en voie d'extinction...

➔ ...qui permet à la Ville de disposer de 25 M€ de capacité d'emprunt pour financer ses futurs investissements.



Profil d'extinction de la dette

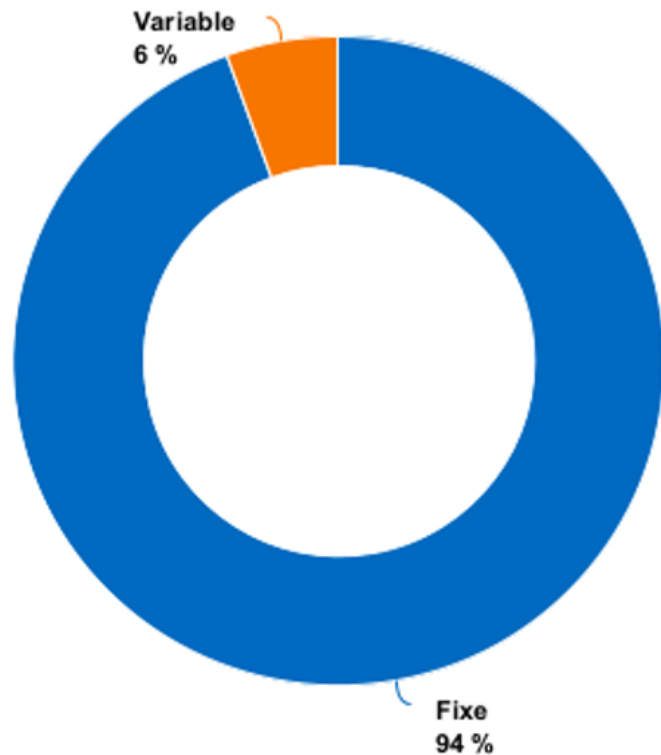
Au 1^{er} janvier 2026



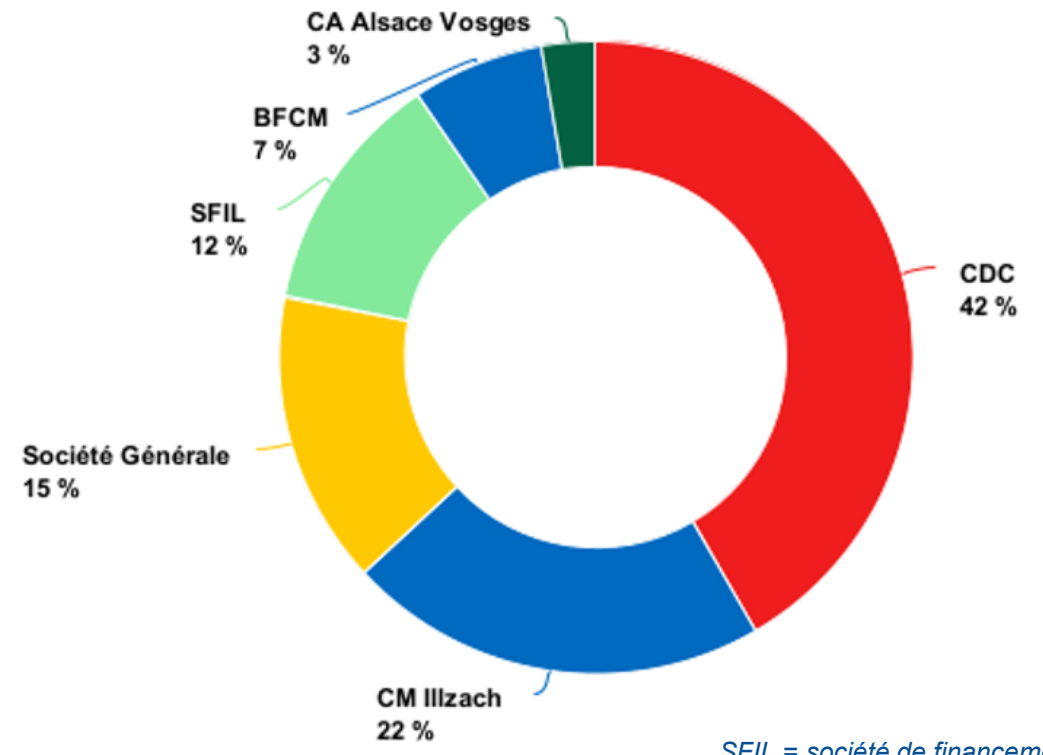
Répartition des emprunts

➔ Une dette au risque maîtrisé.

Répartition par risque au 06/01/2026



Répartition par banque au 06/01/2026



SFIL = société de financement local

RETROSPECTIVE ET PROSPECTIVE

Budget principal	RETROSPECTIVE					Ecart en €	Ecart en %
	2021	2022	2023	2024	2025 estimée	2024-2025 estimé	2024-2025 estimé
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	16 902 786	17 460 719	18 121 516	18 153 009	17 559 799	- 593 210	-3,38%
Produits des cessions	311 744	420 237	147 250	282 274	28 883		
Recettes réelles de fonctionnement	16 591 041	17 040 482	17 974 266	17 870 735	17 530 916	- 339 819	-1,94%
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	12 705 942	13 350 047	14 098 764	14 296 312	14 743 465	447 153	1,40%
Charges financières	141 911	119 560	109 357	85 013	80 900	- 4 113	-5,08%
Excedent de fonctionnement	3 598 893	5 041 961	5 218 893	5 220 504	5 144 573	- 75 931	-1,48%
Epargne brute retraitée	3 885 098	3 690 435	3 875 502	3 574 422	2 787 451	- 786 971	-28,23%
Taux d'épargne brute	23 %	21 %	21 %	20 %	16%		
Amortissement de la dette	1 037 323	986 437	854 607	831 234	834 242	3 008	0,36%
Epargne nette (autofinancement)	2 847 774	2 703 998	3 020 895	2 743 187	1 953 209	- 789 978	-40,45%
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	2 428 262	3 198 693	3 363 289	4 398 528	4 268 740	- 129 788	-3,04%
Produits des cessions	311 744	420 237	147 250	282 274	28 883		
Subvention	220 745	490 747	133 533	279 470	467 968	188 498	40,28%
Excédents de fonctionnement	1 500 000	1 700 000	2 808 319	3 000 000	2 700 000	- 300 000	-11,11%
Emprunt	0	0	0	550 000	600 000		
Autres recettes d'investissements	928 262	1 498 693	554 969	848 528	968 740	120 212	12,41%
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	4 625 279	3 732 272	5 066 561	5 511 085	4 724 805	- 786 280	-16,64%
Dépenses d'investissement hors emprunt	3 587 955	2 745 834	4 206 193	4 679 851	3 890 563	- 789 288	-20,29%
Dépenses d'équipements	3 579 878	2 405 507	4 067 452	4 367 529	3 686 645	- 680 884	-18,47%
Subventions d'équipement versées	8 077	6 000	1 673	201 309	78 918	- 122 391	-155,09%
Excedent ou deficit d'investissement	5 173 835	4 030 593	4 722 957	4 046 586	4 166 657	120 071	2,88%
Fonds de roulement, dette et solvabilité							
Besoin de financement hors emprunt et résultat	3 697 016	2 233 578	4 505 830	4 662 556	3 756 065	- 906 491	-24,13%
Emprunt	0	0	0	550 000	600 000		
Fonds de roulement	8 772 728	9 072 555	9 941 850	9 267 091	9 311 230	44 139	0,47%
Variation du fonds de roulement	188 081	1 456 856	- 630 328	- 538 134	- 368 613		
Encours de dette au 31/12	5 038 545	4 052 108	3 203 751	2 916 266	2 682 023	- 234 243	-8,73%
Variation de l'encours de dette	0	- 986 437	- 848 357	- 287 485	- 234 242	53 243	-22,73%
Capacité de désendettement	1	1	0,83	0,82	0,96		

Budget principal	PROSPECTIVE						
	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	18 549 937	18 405 010	17 869 278	18 015 980	18 126 159	18 307 054	19 115 369
Produits des cessions d'immobilisations	1 470 000	690 000	10 000	10 000	10 000	10 000	610 000
Recettes réelles de fonctionnement	17 079 937	17 715 010	17 859 278	18 005 980	18 116 159	18 297 054	18 505 369
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	14 709 913	14 565 313	14 833 765	15 288 356	15 760 732	16 093 824	16 150 599
Charges financières	57 768	38 993	125 931	292 905	551 192	534 222	516 771
Excédent ou déficit de fonctionnement	4 463 907	2 803 931	2 343 628	2 779 141	2 106 764	1 872 192	2 485 422
Épargne brute retraitée	2 370 023	3 149 697	3 025 512	2 717 623	2 355 427	2 203 229	2 354 770
Taux d'épargne brute	13 %	17 %	16 %	15 %	13 %	12 %	12 %
Amortissement de la dette	743 292	402 556	436 638	514 290	771 265	650 643	668 094
Épargne nette (autofinancement)	1 626 731	2 747 141	2 588 873	2 203 333	1 584 161	1 552 586	1 686 676
TOTAL RECETTES REELLES D'INVESTISSEMENT	5 481 120	12 715 848	10 559 042	14 578 138	5 052 483	3 595 684	955 270
Produits des cessions	1 470 000	690 000	10 000	10 000	10 000	10 000	610 000
Subvention	1 292 997	781 280	1 236 408	1 178 958	330 000	1 330 000	80 000
Excédents de fonctionnement capitalisés	2 500 000	4 400 000	3 200 000	1 500 000	2 300 000	1 500 000	500 000
Emprunt	0	5 000 000	5 000 000	9 000 000	0	0	0
Autres recettes d'investissements	2 981 120	3 315 848	2 359 042	4 078 138	2 752 483	2 095 684	455 270
TOTAL DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT	9 891 264	8 842 056	17 535 638	14 952 290	5 244 265	2 535 643	2 553 094
Dépenses d'investissement hors emprunt	9 147 972	8 439 500	17 099 000	14 438 000	4 473 000	1 885 000	1 885 000
Dépenses d'équipements	5 471 972	8 151 000	17 011 000	14 350 000	4 385 000	1 800 000	1 800 000
Subventions d'équipement versées	48 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000
Excédent ou déficit d'investissement	4 810 592	1 500 448	6 474 240	597 643	1 323 491	2 231 708	4 391 749
Fonds de roulement, dette et solvabilité							
Besoin de financement hors emprunt et résultat	6 910 144	5 526 208	15 176 596	10 874 152	2 491 782	439 959	2 097 824
Emprunt	0	5 000 000	5 000 000	9 000 000	0	0	0
Excédents de fonctionnement capitalisés	2 500 000	4 400 000	3 200 000	1 500 000	2 300 000	1 500 000	500 000
Fonds de roulement	9 274 500	4 304 379	8 817 868	3 376 784	3 430 256	4 103 901	6 877 172
Variation du fonds de roulement	- 4 537 120	2 626 489	- 7 148 084	846 471	- 133 355	1 763 270	256 946
Encours de dette au 31/12	1 938 731	6 536 175	11 099 536	19 585 246	18 813 981	18 163 338	17 495 243
Variation de l'encours de dette	- 743 292	4 597 443	4 563 361	8 485 709	- 771 265	- 650 643	- 668 094
Capacité de désendettement	0,82	2,08	3,67	7,21	7,99	8,24	7,43

RATIOS

Ratios

L'article R 2313-1 du CGCT énonce onze ratios synthétiques que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire, le tableau ci-dessous présente l'évolution de ces onze ratios du 1^{er} janvier 2020 au 1^{er} janvier 2026.

Ratios / Année	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	Ratios nationaux Strate 10 000 à 20 000 hab
1 - DRF € / hab.	845,39	853,77	890,89	966,66	949,92	959,73	953,332	1203
2 - Fiscalité directe € / hab.	375.95	370.1	377.92	448.92	448.26	431.1	438.87	661
3 - RRF € / hab.	1 134,51	1 135,78	1 165,21	1 242,4	1 206,18	1 143,06	1 202,19	1415
4 - Dép d'équipement € / hab.	207.56	240.55	160.53	278.88	290.2	239.98	354.63	364
5 - Dette / hab.	408,74	338,56	270,41	219,66	193,77	174,58	125,64	820
6 DGF / hab	60.68	57.13	52.59	52.35	55.34	53.86	53.14	175
7 - Dép de personnel / DRF	49,37 %	49,66 %	47,98 %	45,32 %	46,97 %	45,15 %	46,87 %	59 %
8 - CMPF	0 %	0 %	104.35 %	102.91 %	102.77 %	102.77 %	102.77 %	/
9 - DRF+ Capital de la dette / RRF	81,85 %	81,31 %	82,11 %	82,52 %	83,33 %	88,71 %	83,32 %	91 %
10 - Dép d'équipement / RRF	18,35 %	21,23 %	13,81 %	22,45 %	25,17 %	21,44 %	29,76 %	26 %
11 - Encours de la dette /RRF	19 %	18,95 %	18,35 %	17,68 %	17,65 %	18,24 %	17,27 %	58%

CONCLUSION

Conclusion

La Programmation Pluriannuelle d'Investissement (PPI) prévoit 57,3 M€ d'investissements sur la période 2026 – 2032 dont 15 M€ pour les opérations du NPNRU Jonquilles et 20,2 M€ pour le projet de la Cité des sports.

Avec une capacité maximale d'emprunt d'environ 25 M€, la Ville pourra notamment compter sur ce levier pour financer en partie ses projets.

Pour les mener à bien, il sera néanmoins nécessaire de dégager des recettes supplémentaires en poursuivant les efforts consentis ces dernières années par les services et, malgré un contexte budgétaire national défavorable, en allant chercher auprès des co-financeurs toutes les subventions possibles.

Considérant les crises successives subies par les collectivités (sanitaires, énergétiques, inflationnistes), il conviendra de faire évoluer « *au jour le jour* » notre programmation pluriannuelle en tenant compte des événements politiques et économiques sur lesquels la Ville n'a pas d'emprise et qui seraient susceptibles d'impacter nos capacités financières.